



Organisation des Nations Unies

Questions-réponses de la conférence de presse « ONE UN » Mercredi 7 juin 2017

La conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Théophile Kinda, Coordonnateur de la Division de l'Information publique de la MONUSCO et porte-parole par intérim de la MONUSCO ; et à partir de Goma, par Fabien Faivre du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG), et le capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO.

Question 1

Marthe Boswandole/ Agence France Presse : Ma question s'adresse à M. Théophile Kinda. Lundi, la justice congolaise a ouvert le procès des assassins présumés de deux experts des Nations Unies. J'aimerais savoir est-ce que la Mission de l'ONU en RD Congo est partie prenante de ce procès. Si oui, vous y participez en tant qu'observatrice ou bien en tant que partie civile, et si non, pourquoi ? J'aimerais aussi avoir votre réaction après l'annonce de l'ouverture de ce procès.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Merci, effectivement le procès a commencé le lundi 5 juin au Tribunal militaire de Kananga. Et le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme suit avec attention ce procès.

Pour l'instant, nous ne voulons pas faire de commentaire étant donné que le procès est toujours en cours. C'est un procès qui vient de commencer et qui, du reste, a été renvoyé au 12 juin prochain.

Donc pour l'instant, comme je le disais, nous ne pouvons pas faire de commentaire, et comme le disait d'ailleurs le Secrétaire général des Nations Unies, nous souhaitons que toute la lumière soit faite sur cette affaire, et que ce soit un procès transparent et équitable.

Et nous souhaitons, bien entendu, qu'à la suite du verdict, que les coupables soient désignés et, naturellement, soient punis à la hauteur de leur forfait.

Question 2

Steve Wembi/ New York Times : Je reviens sur la question de ma collègue de l'AFP. Le procès a commencé mais, il y a le Haut-Commissariat [des Nations Unies aux Droits de l'Homme] qui demande déjà au Gouvernement congolais, [de mener] des enquêtes bien appropriées sur le dossier de ces deux experts assassinés au Kasai.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Est-ce que la MONUSCO par ses démarches, vous soutenez l'option qu'il y ait une enquête internationale ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophane Kinda] : Sur la question, je crois que vous faites allusion à la déclaration faite hier 6 juin à l'ouverture de la 35^e session du Conseil des Droits de l'homme à Genève où le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein a informé le Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il avait deux jours pour accepter une enquête conjointe sur les allégations de massacre dans les provinces du Kasai.

Bien entendu, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme - avec les Nations Unies-, c'est une seule entité, donc naturellement, c'est une démarche que nous soutenons. Et nous pensons que cette enquête d'ailleurs qui a été acceptée par le Gouvernement congolais, si vous ne le savez pas, le ministre des Droits humains l'a du reste déclaré sur les ondes de Radio Okapi, le gouvernement est disposé à coopérer, à aller sur une enquête conjointe dans ce sens, comme l'a stipulé, comme l'a demandé le Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

Question 3

Benjamin Muloba/ Radio Blessing FM (Goma) : Ma question s'adresse au porte-parole de la MONUSCO. Dans une interview accordée au magazine allemand, le Président de la République Joseph Kabila avait affirmé qu'il n'a rien promis du tout sur l'organisation des élections d'ici fin 2017. Mais aussi, le président de la CENI Corneille Nangaa avait affirmé que le calendrier ne sera pas disponible d'ici au mois de juillet dans la mesure où il y a beaucoup de provinces qui n'ont même pas encore organisé l'enrôlement. Maintenant, je voudrais savoir quelle analyse pourrait faire la MONUSCO sur ce sujet, étant donné que l'organisation des élections est au cœur du mandat de la MONUSCO.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophane Kinda] : Sur la question, vous savez que les Nations Unies ne souhaitent pas commenter les déclarations du chef d'Etat. C'est un chef d'Etat qui a fait une déclaration et il a le droit d'exprimer son opinion sur les questions d'actualité concernant son pays.

Maintenant à notre niveau, les Nations Unies, nous répétons que nous sommes attachés à l'application de l'accord du 31 décembre [2016], soutenu d'ailleurs par la résolution 2348. Et nous souhaitons donc que cet accord soit appliqué et que les élections soient organisées d'ici la fin de l'année [2017], tel que stipulé dans l'accord du 31 décembre, dans la transparence et dans l'équité. Donc, c'est ce que je peux vous dire sur cette question.

D'ailleurs, vous savez que le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies n'arrête pas ses bons offices. Il rencontre à tout moment tous les acteurs de la scène politique congolaise pour essayer de trouver justement un consensus sur la mise en place du Conseil national de suivi de l'accord

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

et permettre ainsi d'aller tranquillement vers des élections. Voilà ce que je peux vous dire sur cette question.

Question 4

Patrick Iacre Hangi / Journaliste indépendant (Goma) : J'ai deux préoccupations adressées au porte-parole de la MONUSCO. Quel est votre point de vue face à cette information qui circule dans toute la République que la MONUSCO n'assume pas ses responsabilités face au danger que court la population du Kasai ?

Ma deuxième question [...inaudible].

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Je n'ai pas bien saisi la deuxième question, mais je crois bien que c'est lié à la situation au Kasai.

Je ferai un petit commentaire, je ne sais pas si ma collègue Florence Marchal a des éléments d'information pour compléter.

Vous savez la situation au Kasai est très préoccupante, mais nous sommes très conscients des derniers développements dans le Kasai. Nous sommes conscients des violences qui touchent effectivement d'autres provinces avec même des conséquences au-delà des frontières, comme l'Angola.

Vous savez très bien qu'il y a un peu plus d'un million de personnes déplacées internes, 1 300 000 personnes plus exactement, et il y a au moins 639 écoles primaires et secondaires qui ont été détruites ou qui ne sont pas en état de fonctionnement. C'est pour vous dire que c'est une situation préoccupante pour nous. Nous suivons très attentivement le développement.

Et pour ce faire, nous avons essayé de renforcer notre présence dans le Kasai de façon à diminuer justement ces violences.

Et la réaction du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par rapport à cette situation nous interpelle et c'est dans le même sens que, nous ici, nous sommes très préoccupés par cette situation.

Je vous rappelle que le 2 juin passé, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies ici, Maman Sidikou avait, du reste, attiré l'attention en disant : « les Nations Unies condamnent vigoureusement ces attaques et appellent toutes les parties impliquées dans les violences dans le Kasai à respecter les centres de santé et les écoles comme des zones de paix ». C'est vous dire à quel point nous sommes préoccupés et nous suivons au jour le jour le développement de la situation. Je ne sais pas si Florence Marchal a quelques éléments d'information pour compléter.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] : Oui, pour compléter les propos de Théophile, pour affirmer, réaffirmer que nous sommes non seulement conscients de la situation dans les provinces du Kasai, mais que nous sommes mobilisés afin de trouver des solutions.

Comme annoncé par Fabien Faivre [du Groupe de Communication des Nations Unies], il y a quelques minutes [dans son propos liminaire], le Dr Diallo en sa qualité de Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, de Coordonnateur humanitaire et de Coordonnateur résident du système des Nations Unies en RDC, était sur le terrain ces deux derniers jours afin de rencontrer les communautés, de rencontrer les autorités, d'évaluer la situation et aussi de faire un plaidoyer afin que les conditions sécuritaires puissent permettre l'accès des humanitaires vers les zones où les populations ont besoin de recevoir une assistance.

Aujourd'hui, nous sommes mobilisés, nous essayons de mobiliser, on vous en a déjà aussi parlé plusieurs fois, des fonds afin de pouvoir répondre efficacement à cette crise. Des fonds d'urgence ont déjà été alloués mais maintenant, il faut que l'assistance puisse parvenir à ceux qui en ont besoin, et donc la priorité aujourd'hui, c'est d'avoir accès à ces personnes et donc que la sécurité soit améliorée.

Oui, nous sommes conscients et oui, nous sommes mobilisés et nous continuons notre mobilisation et notre plaidoyer.

Question 5

Didier Barros/ APIC : Florence Marchal, qu'est-ce que la MONUSCO propose pour encourager l'enrôlement dans le Kasai ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : C'est ce que nous venons de vous dire. Florence Marchal l'a dit tout de suite, le Représentant spécial adjoint et Coordonnateur humanitaire était en visite à Kananga, le 5 juin, c'est-à-dire lundi passé.

Et dans sa démarche, il a lancé un appel justement à ce que dans les zones où l'enrôlement n'a pas encore commencé, c'est-à-dire dans le Kasai et le Kasai Central, nous puissions aussi, la CENI puisse aussi faire des efforts avec l'appui logistique et technique de la MONUSCO pour que ces zones-là ne soient pas écartées ou délaissées dans le processus d'enrôlement. Donc, c'est un effort constant, continu, nous y croyons et nous l'avons dit clairement, il faut que dans ces zones-là, personne ne soit laissé de côté dans le processus d'enrôlement. Et c'est ce qui est en cours.

Question 6

Christian Dangonda/ La Prospérité : Selon la Ministre des Droits humains, Marie-Ange Mushobekwa, elle dit, la RDC accepte de collaborer avec l'ONU par rapport à l'enquête au Kasai, mais tout en gardant la direction de l'enquête, comment réagit la MONUSCO par rapport à cela ?

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophane Kinda] : Vous savez, je l'ai dit tantôt, étant donné, je vous l'ai dit, que le gouvernement a accepté, c'est ce que vous venez de répéter, de collaborer à cette enquête, ce que nous saluons en passant. Maintenant comment nous réagissons ? Nous pensons que le dialogue continue, les discussions continuent entre le gouvernement et nous, et certainement qu'on trouvera un modus vivendi par rapport à cette question.

Question 7

Victoire Muliwayyo/ Radio Télévision Graben (Goma) : Ma question est d'ordre sécuritaire et adressée au porte-parole militaire. C'est par rapport à la libération de onze otages arrêtés mardi dernier à Kadou, à Beni.

Ils sont revenus avec un message de la part de l'ennemi. Le message demandant aux Forces armées de la RDC ainsi qu'à la MONUSCO de cesser avec la pression afin que ces [combattants de] l'ADF épargnent aussi les vies des civils. Alors ma question est de savoir quelle est votre réaction ? Allez-vous céder à ce chantage ?

Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO: Pour apporter un premier élément de réponse à votre question, je dis que la Force de la MONUSCO reste déterminée à exercer pleinement son mandat et en son intégralité.

Donc, pour ce que vous venez de dire à propos de la libération des éléments qui ont été appréhendés par l'Alliance des Forces Démocratiques, ADF, je pense que la MONUSCO va continuer sa traque à l'encontre de tout élément de tout groupe armé qui sème la terreur au sein de la population civile. Des opérations ont été menées par le passé,- maintenant, je viens même de faire le point dans mon [introduction] d'aujourd'hui,- et vont être conduites ultérieurement.

Donc, on est là conformément à une résolution émanant du Conseil de sécurité et on va conduire comme il faut notre mandat. Nos deux priorités stratégiques que sont la protection des civils et l'appui à la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre. C'est tout ce que je peux dire. Merci.

Question 8

Justin Kisu/Radio communautaire de Walikale : Ma question est toujours d'ordre sécuritaire, elle s'adresse au porte-parole militaire. Etes-vous informé que 3 militaires des FARDC de la base militaire de Biruwe dans le territoire de Walikale avaient été pris en otage par les rebelles des Mayi Mayi Simba. Ont-ils été libérés, si oui, dans quel état sont-ils ?

Porte-parole militaire par intérim [Capitaine Adil Esserhir] : Alors là, vous posez une question qui concerne les FARDC, je ne pense pas que je suis la personne la mieux placée pour répondre là-dessus, c'est tout ce que je peux vous dire.

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Question 9

Helvira Phanzu/ Radio Télé La Louange : Il y a des informations qui circulent, faisant allusion à un recours au référendum. J'aimerais savoir, que fera la MONUSCO au cas où cela se confirmait, vu que l'accord de la Saint-Sylvestre interdit strictement le recours au référendum. Je vous rappelle également que le chef de l'Etat n'a rien promis jusque-là.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique [Théophile Kinda] : Comme je vous le disais tantôt, nous ne commentons pas les propos du chef de l'Etat ici. Ce que nous pouvons dire, c'est que, nous réaffirmons notre soutien technique et logistique tel que prévu par la résolution 2348 et clairement indiqué dans l'accord du 31 décembre 2016. Quant aux rumeurs dont vous parlez, nous sommes au courant d'aucune rumeur et nous refusons de faire de commentaires sur des rumeurs. Voilà pour cette question.

Question 10

Venant Vudisa/ RTNC : M. Théophile Kinda, lors de la célébration de la Journée internationale des Casques bleus, qui s'est déroulée le 29 mai, vous le savez bien, le Représentant du Gouvernement, M. Ntambwe Mwamba, ministre d'Etat et ministre en charge de la justice a d'abord salué le travail de la MONUSCO, ensuite, il a formulé la demande selon laquelle, l'effectif des casques bleus soit revu à la hausse contrairement aux allégations de certains membres du gouvernement. Alors, la question que je me pose, est-ce que ce message de M. Ntambwe Mwamba, figure influente de la politique dans notre pays a été transmis ? Ensuite, comment vous avez digéré ce message à votre niveau ici au quartier général de la MONUSCO ?

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Je crois que cette question, si ma mémoire est bonne, avait déjà été posée ici à cette même conférence et que M. Charles Bambara avait donné des éléments de réponse. Ce que je peux vous dire, c'est que pour une telle requête, il y a tout un processus qui existe dans la communication pour ce genre de questions. Il y a par exemple que le ministre des Affaires étrangères peut certainement quand il participe aux réunions du Conseil de sécurité, il peut s'exprimer.

Donc pour l'heure, nous n'avons pas d'éléments d'informations par rapport à la requête du ministre. Ce que je peux vous conseiller, c'est que pour cette question, vous puissiez tout simplement vous adresser à M. le ministre ou bien au porte-parole du Gouvernement.

Question 11

Papy Okito/ Echo d'Opinion (Goma) : Plusieurs sources, M. le porte-parole de la MONUSCO, renseignent que l'Angola a placé des militaires aux frontières [avec la RDC]. Est-ce que cela n'est pas très inquiétant pour la République démocratique du Congo ? Et cela ne représente pas aussi un danger pour la RDC ?

Contacts :

MONUSCO MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Vous parlez de plusieurs sources, sans véritablement révéler vos sources. Est-ce que ce sont encore des rumeurs comme le mentionnait une personne tantôt ? Nous, nous ne sommes pas informés de ces présences. Et quand nous aurons des éléments d'informations fiables, nous pourrons alors faire des commentaires. Comprenez que sans ces éléments, on ne puisse pas s'exprimer parce qu'il faut s'exprimer sur des éléments vérifiables. Et tant que nous n'avons pas ces éléments vérifiables, nous ne pouvons pas faire des commentaires.

Question 12

Dany Nguba/ La Prospérité : La RDC vit des moments de crise intense parce qu'il n'y a pas eu d'élections en 2016. La MONUSCO soutient logistiquement l'enrôlement des électeurs.

Mais, il y a des voix qui se lèvent pour demander à la MONUSCO de se joindre aux autres pour exiger [à la CENI] un calendrier électoral, parce que sans un calendrier électoral, il n'y a pas de perspective qu'il y ait des élections conformément à l'accord de la saint Sylvestre d'ici fin 2017. Qu'est-ce que la MONUSCO dit par rapport à cela ? On demande à la MONUSCO de cesser le soutien logistique pour se joindre à ceux qui demandent un calendrier électoral.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Nous ne pouvons pas cesser notre soutien logistique et technique parce que c'est une résolution du Conseil de sécurité qui nous le demande. Et dans ce sens-là, c'est un devoir pour nous de soutenir logistiquement et techniquement [le processus électoral].

Maintenant sur l'autre aspect, je crois avoir déjà répondu, nous nous reposons vraiment sur l'accord du 31 décembre 2016 qui a été clairement mentionné dans la résolution 2348 et c'est dans ce sens-là que nous travaillons. Nous ne pouvons pas sortir hors de ce cadre.

Question 13

Guy Wolome/ RTNC 2 : Florence, tout à l'heure, Fabien Faivre a parlé des oiseaux qui seraient atteints de la grippe aviaire H5N8 en Ituri. Alors ma question [est de savoir] quelles sont les mesures préventives données à la population locale quant à la consommation des volailles ?

Coordonnatrice du groupe de communication des Nations Unies [Florence Marchal] : Effectivement, c'est la FAO qui nous a alerté sur cette grippe aviaire, avec actuellement aucun cas humain suspecté ou confirmé. Donc pour l'instant, cette fameuse grippe aviaire, la fameuse souche H5N8 est donc mortelle pour les oiseaux mais pas pour l'homme.

Alors, il faut quand même effectivement faire très très attention parce que la première conséquence de cette situation, c'est que si cette épidémie continue, les volailles vont mourir en grand nombre et cela va avoir un impact sur la sécurité alimentaire des populations. C'est surtout cet aspect-là qui nous préoccupe.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Donc ça menace une fois de plus, les moyens d'existence des populations. On le sait, la situation est déjà difficile dans plusieurs parties du pays, avec beaucoup de personnes et beaucoup d'enfants surtout qui souffrent de malnutrition. Je vous rappelle qu'on a actuellement 3 millions et demi d'enfants qui souffrent de malnutrition en RDC.

Ce sont les conséquences de cette grippe aviaire et de cette hécatombe éventuelle des volailles qui nous inquiète parce que ça diminuerait les moyens de subsistance des populations. Donc, les moyens parallèlement à ça, toutes les mesures préventives ont été prises et des mesures de protection et de surveillance avec les services vétérinaires sur le terrain.

C'est qu'on peut faire évidemment pour toutes les maladies, que ce soit la grippe aviaire, que ce soit le choléra, que ce soit, on l'a vu récemment l'épidémie à virus Ebola, c'est avoir de bonnes pratiques d'hygiène. Dans tous les cas c'est vraiment ce qui est recommandé pour tout le monde afin d'éviter la propagation des maladies.

Coordonnateur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Théophile Kinda] : Voilà, sur cette note, la conférence de presse est terminée, à la semaine prochaine.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04